



UNHCR

The UN Refugee Agency

L'UNHCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, a été créée à la suite de la Seconde Guerre mondiale pour aider les millions d'Européens qui avaient fui ou perdu leur foyer. Initialement, l'UNHCR s'est donné trois ans pour accomplir cette tâche, l'UNHCR est finalement devenue une organisation mondiale dédiée à la protection des personnes contraintes de fuir et de celles laissées apatrides. Elle mène des actions internationales pour protéger les réfugiés, fournir une assistance vitale, sauvegarder les droits fondamentaux de l'homme et développer des solutions assurant aux personnes un lieu sûr où elles peuvent construire un avenir meilleur. Au fil des crises de réfugiés à travers le monde, le mandat de l'UNHCR a été étendu à plusieurs reprises au cours du XXe siècle, jusqu'à ce qu'une résolution de l'Assemblée générale en 2003 le rende permanent. Avec 20 739 employés travaillant dans 135 pays, l'UNHCR a aidé plus de 50 millions de réfugiés à reconstruire leur vie et continue de protéger et de soutenir les 108,4 millions de personnes actuellement déplacées. L'UNHCR intervient à toutes les étapes du parcours des réfugiés, offrant une aide vitale, plaidant pour des lois d'asile améliorées, et travaillant à des solutions durables pour leur retour en toute sécurité ou leur établissement dans un nouveau pays. L'organisation s'engage également à garantir que les personnes apatrides obtiennent une nationalité pour accéder à des droits fondamentaux tels que l'éducation et les soins de santé. En intervenant rapidement lors d'urgences, en assurant la protection des réfugiés et en plaidant pour leurs droits, l'UNHCR joue un rôle crucial dans la préservation des droits humains dans des situations de déplacement forcé.



Respond to emergencies

Within 72 hours, UNHCR can mobilize supplies for 1 million people and deploy expert staff to protect people forced to flee.



Protect human rights

UNHCR has worked with more than 100 countries to interpret and apply legal standards to ensure refugees can exercise their rights.



Build better futures

Over the last decade, UNHCR has helped almost one million refugees rebuild their lives in new countries, as part of our work to find long-term solutions.

Le sujet de cette année: Comment développer la protection des droits des femmes réfugiées:

Le terme migration peut se définir comme un déplacement volontaire d'individus ou de populations d'un pays dans un autre ou d'une région dans une autre, pour des raisons économiques, politiques ou culturelles du pays en question. Ainsi, au fil du temps, ce phénomène a pris de plus en plus d'importance et devient crucial dans notre monde actuel. Cela à la fois à une échelle nationale et internationale, causant ainsi de nombreux problèmes significatifs. En effet, le nombre de migrants internationaux est passé de moins de 12 millions en 1970 à près de 51 millions en 2020, ce chiffre ne cesse de monter. Au cœur de cette réalité émergent les réfugiés, c'est-à-dire les individus qui se trouvent hors de leur pays d'origine en raison d'une situation défavorable de celui-ci, que ce soit à cause d'une crainte de persécution, de conflit, de violence ou d'autres circonstances qui ont gravement bouleversé l'ordre public. Il faut noter que parmi ces réfugiés, ceux les plus touchés sont les femmes. En effet, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, environ la moitié de ces 244 millions de migrants sont des femmes, et représentent la moitié des 19,6 millions de réfugiés à l'échelle mondiale. Les femmes sont non seulement confrontées à une pénurie alimentaire et à la pauvreté, mais également à une violence domestique et sexuelle accrue et un taux plus élevé de mariages précoces. Cela souligne l'urgence de mettre en place des mécanismes de protection dédiés aux droits des femmes réfugiées, une problématique complexe exigeant une implication globale.

Qu'est-ce qui motive notre réflexion à l'égard de cette thématique ?

Les femmes rencontrent les mêmes difficultés en termes de protection que l'ensemble des réfugiés. Comme ces derniers, elles nécessitent une protection contre le rapatriement forcé dans leur pays d'origine, les attaques armées, ainsi que d'autres formes de violence. De plus, elles doivent être préservées contre la détention injustifiée et prolongée, tout en bénéficiant d'un statut juridique conférant des droits économiques et sociaux appropriés. Le minimum requis consiste à garantir leur accès à l'alimentation, à un abri, à des vêtements, et à des soins médicaux.

Une analyse menée par l'OMS en 2018 dans 161 pays et territoires a révélé qu'au niveau mondial, près d'une femme sur trois, soit 30 %, a subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire intime, ou des violences sexuelles infligées par un autre partenaire, voire les deux.

L'importance du sujet et les questions qu'il soulève :

La protection des droits des femmes réfugiées revêt une importance cruciale, étant donné les vulnérabilités spécifiques auxquelles elles sont confrontées. Ces vulnérabilités comprennent la violence sexuelle, la discrimination et l'accès restreint à l'aide humanitaire, nécessitant ainsi une action rapide et internationale. Agir à l'échelle mondiale est impératif pour assurer une protection adéquate et des solutions durables, en mettant l'accent sur la sécurité, la santé et les

droits fondamentaux de ces femmes. En raison de leur genre, les femmes, adolescentes et fillettes réfugiées requièrent une protection particulière, englobant la prévention de la manipulation, des violences et de l'exploitation sexuelle.

Les enjeux de cette question résident dans la nécessité de prévenir les violations des droits des femmes réfugiées, de favoriser leur autonomisation et inclusion, ainsi que de promouvoir une contribution positive à leurs communautés d'accueil. Cette protection est reconnue comme un impératif moral et humanitaire à l'échelle internationale. Il est vital d'investir dans cette protection pour des retombées à long terme sur la stabilité et le développement. Cependant, les obstacles éducatifs, tels que la discrimination de genre, les barrières linguistiques et le manque d'infrastructures éducatives adaptées aux femmes, constituent des entraves significatives. De plus, l'accès limité aux services de santé reproductive, aux soins prénatals, à la planification familiale et aux soins post-partum représente un défi majeur pour les femmes réfugiées, aggravé par les conditions de vie dans les camps.

Enfin, les femmes réfugiées font souvent face à des difficultés économiques, ajoutant une dimension supplémentaire aux défis déjà complexes. Garantir un statut juridique leur conférant des droits économiques et sociaux appropriés est essentiel. Assurer le minimum nécessaire en termes d'alimentation, d'abri, de vêtements et de soins médicaux est également crucial pour leur bien-être global. Ainsi, la protection des droits des femmes réfugiées requiert une approche holistique, tenant compte de leurs multiples besoins et défis, et appelant à une action concertée à l'échelle mondiale.

<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2006-4-page-735.htm>

<https://www.refworld.org/docid/49997ada1d.html>